

DÉPARTEMENT

// BIAU JARDIN DE GRANNOD À SORNAY

Eau, climat, restau'co : les alertes d'un maraîcher bressan

À Sornay le 10 juin, lors d'une visite du président de Région, le maraîcher bio Matthieu Gauthier a livré un témoignage sans détour sur les défis auxquels sont confrontées les exploitations spécialisées. Eau, changement climatique, transmission, installation et accès aux aides publiques : derrière les légumes du Biau Jardin de Grannod se dessine une réflexion plus large sur l'avenir du maraîchage professionnel en Bourgogne-Franche-Comté.

Sous les serres blanchies à la chaux du Biau Jardin de Grannod, à Sornay, le discours est direct, concret et nourri de quarante-sept années d'histoire familiale. Créée en 1979 par les parents -Pascal et Françoise Pigneret- de Matthieu Gauthier (32 ans), l'exploitation a été reprise par ce dernier le 1^{er} janvier 2016. L'activité maraîchère s'étend sur 13,5 hectares, dont environ sept hectares réellement cultivés en plein champ et 7.500 m² de serres. Entre quatre salariés l'hiver et une dizaine en pleine saison participent à la production de légumes biologiques commercialisés aussi bien en Bourgogne-Franche-Comté qu'en Auvergne-Rhône-Alpes. Face à Jérôme Durain et aux élus régionaux présents, Matthieu Gauthier n'a pas seulement présenté son exploitation. Il a surtout décrit ce que signifie produire des légumes aujourd'hui dans un contexte de dérèglement climatique, de pression économique et de complexité administrative croissante.

L'eau, fondement historique du maraîchage bressan

Si le Biau Jardin s'est installé à Sornay dans les années 1990, ce n'est pas un hasard. Le choix du site est étroitement lié à l'existence du réseau collectif d'irrigation alimenté par la Seille.

« C'est ce qui permet de rendre l'exploitation viable ici », a insisté Matthieu Gauthier.

Le syndicat d'irrigation dessert encore plusieurs exploitations maraîchères de la commune. Historiquement, près de 90 maraîchers étaient installés sur le secteur. Ils ne sont plus que quelques professionnels aujourd'hui, mais les

emplois générés restent nombreux. Le maraîcher rappelle que la disponibilité de l'eau est devenue un enjeu central. Son père n'avait connu que deux épisodes majeurs (2003 et 2010) de restrictions d'eau en près de 40 ans d'activité. Depuis sa reprise de l'exploitation en 2016, Matthieu Gauthier estime avoir déjà subi huit épisodes comparables.

Cette évolution a conduit l'exploitation à investir massivement dans l'automatisation de l'irrigation.

« Aujourd'hui, on arrose essentiellement la nuit. On perd moins d'eau et on est plus efficace », a-t-il expliqué.

Mais parfois, l'arrosage ne vise même plus à faire pousser les légumes.

« Quand on dépasse 32 degrés, plus rien ne pousse. On n'arrose plus pour faire grossir. On arrose pour refroidir ».

Le maraîcher cite l'exemple des choux-fleurs de printemps. Lors des vagues de chaleur précoces, de courts arrosages sont utilisés pour faire baisser la température des plantes et maintenir leur potentiel de production. Sans cela, les récoltes deviennent difficilement commercialisables.

Des adaptations permanentes face au changement climatique

Tout au long de la visite, Matthieu Gauthier a détaillé les nombreuses adaptations mises en place depuis plusieurs années.

Les serres constituent l'un des exemples les plus visibles.

Contrairement aux idées reçues, elles servent désormais autant à protéger les cultures de la chaleur qu'à les préserver

du froid. Chaque été, les structures sont blanchies à la chaux.

« Une serre blanchie, c'est jusqu'à cinq degrés de moins au niveau du sol », a expliqué le maraîcher qui n'a pas besoin de l'expliquer aux saisonniers qui veulent y travailler les jours de canicule plutôt qu'en plein champ. Cette technique permet de limiter les coups de chaleur sur les cultures. Mais elle comporte aussi ses limites. Lorsque les périodes grises se prolongent, le manque de luminosité peut ralentir la croissance des légumes.

Le changement climatique s'exprime également à travers l'apparition de nouveaux ravageurs. Matthieu Gauthier a notamment évoqué les difficultés rencontrées avec la punaise diabolique sur les aubergines.

« La seule solution que j'ai trouvée, c'est de faire les aubergines dehors », a-t-il regretté.

Le rendement reste satisfaisant mais les récoltes sont retardées de plusieurs semaines, ce qui modifie l'organisation commerciale de l'exploitation.

Le maraîcher observe aussi une fatigue croissante des équipes face aux écarts de température.

« C'est épuisant. Un jour il fait 40 degrés, trois jours après il en fait 10 ».

Au-delà de l'impact humain, il s'inquiète surtout des conséquences pour l'alimentation future.

Des sols construits pour produire durablement

Sur le terrain, Matthieu Gauthier a longuement détaillé l'organisation technique de ses parcelles.

Depuis 1995, l'exploitation travaille en



Matthieu Gauthier a clairement exposé à Jérôme Durain, ce qu'il faut pour enfin manger des légumes locaux en BFC.

planches permanentes. Les roues des tracteurs circulent toujours aux mêmes endroits. Les zones cultivées ne sont jamais compactées.

Les parcelles sont drainées et organisées autour de bandes fleuries permanentes qui servent d'abris aux auxiliaires. « Ce n'est pas de la place perdue », a-t-il insisté.

Ces bandes accueillent insectes prédateurs, pollinisateurs et biodiversité fonctionnelle. Elles jouent un rôle essentiel dans la régulation naturelle des ravageurs.

La fertilité repose également sur un recours massif aux engrais verts. Seigle, vesce ou mélanges céréaliers sont implantés entre deux cultures afin d'apporter de la matière organique et de nourrir la vie du sol.

Selon Matthieu Gauthier, près de la moitié des besoins fertilisants des cultures suivantes proviennent directement de ces engrais verts.

Ce fonctionnement extensif permet de maintenir des niveaux de rendement élevés tout en limitant les apports extérieurs d'engrais "complets".

« On laisse dépérir les bassins maraîchers historiques »

Le sujet de la transmission a suscité l'une des prises de position les plus fortes de la visite.

Le maraîcher s'inquiète du manque de repreneurs dans les zones historiquement dédiées au maraîchage.

Il cite notamment les secteurs de Sornay, Saint-Marcel ou encore Labergement-lès-Seurre, où existent déjà des infrastructures, des réseaux d'irrigation et un savoir-faire historique. Au-delà de la seule question de la transmission, Matthieu Gauthier alerte

également sur les conséquences collectives de la disparition des exploitations maraîchères. À Sornay, le réseau d'irrigation repose sur un syndicat dont l'équilibre dépend du maintien de plusieurs exploitations utilisatrices. Si l'une d'elles venait à disparaître faute de repreneur, c'est tout le modèle économique du syndicat qui pourrait être fragilisé.

Le maraîcher redoute alors un effet domino pouvant conduire à la disparition de cet outil collectif pourtant essentiel à la production locale.

Dans un tel scénario, les exploitations restantes devraient trouver d'autres solutions pour sécuriser leur accès à l'eau, notamment par la création de réserves de stockage, avec à la clé de nouveaux investissements et de nouvelles demandes d'aides publiques.

Selon lui, préserver les exploitations existantes revient donc aussi à préserver les infrastructures collectives qui permettent encore aujourd'hui de produire des légumes sur le territoire.

Dans le même temps, il observe l'installation de nouveaux maraîchers sur des territoires moins adaptés.

« On a des bassins de production qui dépérissent et à côté on va s'amuser à aller taper du caillou pour faire des pommes de terre », a-t-il lancé.

Sans remettre en cause les projets individuels, Matthieu Gauthier plaide pour une réflexion plus poussée sur la localisation des installations agricoles.

Selon lui, les politiques d'accompagnement devraient davantage prendre en compte les caractéristiques agronomiques des territoires, l'accès à l'eau et l'existence d'outils de production déjà opérationnels.

Une expérience qui continue aujourd'hui d'alimenter sa réflexion sur les dispositifs d'accompagnement.

Un modèle économique construit sur la diversification des débouchés

Derrière les chiffres de production se cache un important travail de commercialisation. Matthieu Gauthier estime aujourd'hui réaliser environ la moitié de ses ventes en Bourgogne-Franche-Comté et l'autre moitié en Auvergne-Rhône-Alpes.

Historiquement tournée vers le bassin lyonnais, l'exploitation a progressivement structuré ses débouchés autour de plusieurs canaux complémentaires. Entre 300 et 400 paniers sont distribués chaque semaine via des réseaux de proximité. Le maraîcher travaille également avec des magasins spécialisés bio, des magasins de producteurs, des Biocoop ainsi qu'avec la restauration collective.

Cette dernière représente aujourd'hui l'un des moteurs du développement de l'exploitation. Matthieu Gauthier est impliqué dans les coopératives Manger Bio Bourgogne-Franche-Comté et Bio A Pro, deux structures adhérentes du réseau national Manger Bio (24 plate-

formes en France). Ces organisations regroupent des producteurs et assurent la logistique, la commercialisation et la réponse aux marchés publics (comme la cuisine centrale de Chalon ou encore la légumerie de Dijon).

« Notre premier métier doit rester la production », a rappelé le maraîcher. Grâce à cette structuration collective, les légumes récoltés à Sornay peuvent être livrés dès le lendemain dans des restaurants collectifs, des lycées, des entreprises ou des collectivités des deux régions.

Pour Matthieu Gauthier, cette organisation constitue l'une des clés de la pérennité économique des exploitations maraîchères. « Il y a toujours eu des bassins de production et des bassins de consommation », a-t-il observé. Produire en Bresse pour approvisionner les agglomérations régionales lui paraît relever d'une logique historique autant qu'économique. « On est à la campagne. Ici, les gens ont des jardins. Nous, il faut qu'on puisse nourrir les villes », a-t-il défendu.